

Convention collective

IDCC : 9461 | **EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Lot)**

(29 février 2016)

(Étendue par arrêté du 17 mars 2017,
Journal officiel du 4 avril 2017)

Avenant n° 10 du 6 juillet 2023

NOR : AGRS2497031M

IDCC : 9461

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles FDSEA du Lot ;

Syndicat des entrepreneurs de travaux agricoles du Lot ;

Fédération départementale des coopératives agricoles d'utilisation de matériel agricole FDCUMA du Lot,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

SNCEA CFE-CGC du Lot ;

FGTA FO du Lot ;

SGA CFDT du Lot,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

La commission mixte paritaire de suivi de l'accord départemental exploitation et production agricole du Lot a souhaité améliorer les garanties proposées dans le cadre du régime frais de santé.

Le présent avenant prévoit l'ajout de garanties de médecine douce et complète le tableau de garantie figurant à l'annexe V de l'accord départemental mis à jour le 2 novembre 2015, portant sur les frais de santé en agriculture pour les salariés non affiliés à l'Agirc des exploitations agricoles du lot comme suit.

Article 1^{er} | Amélioration des garanties

L'annexe V consacrée aux garanties frais de santé du régime et à la description des garanties, est complétée par la clause suivante :

Médecine additionnelle et de prévention non remboursée par la sécurité sociale ou la MSA – sur présentation d'une facture originale établie par le professionnel	Régime socle	Socle + SURCOMPL
Acupuncteur, pédicure-podologue, chiropracteur, diététicien, ergothérapeute, étio-pathe, homéopathe, mésothérapeute, micro-kinésithérapeute, naturopathe, nutritionniste, optométriste, ostéopathe, phytothérapeute, psychologue, psychomotricien, réflexologue, sophrologue, tabacologue	50 € ^[1]	50 € ^[1]
[1] Forfait par séance dans la limite de 3 séances par an et par bénéficiaire		

Article 2 | Entreprises de moins de 50 salariés

Le présent avenant s'applique à l'ensemble des entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord, quel que soit leur effectif.

En conséquence, le thème de négociation du présent avenant ne peut donner lieu à des stipulations différentes selon l'effectif de l'entreprise.

Ainsi, dans le cadre de la demande d'extension et conformément aux dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires indiquent expressément que l'objet du présent avenant ne justifie pas de mesure spécifique pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 3 | Dépôt et extension

Le présent avenant sera applicable pour l'ensemble des organisations syndicales signataires à partir du 6 juillet 2023.

Les parties contractantes demandent l'extension du présent avenant dont les dispositions prendront effet à compter du 1^{er} jour du mois civil suivant la parution au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension et sera applicable à tous à cette date.

Le présent avenant fera l'objet des formalités de dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1 et D. 2231-2 du code du travail ainsi que les formalités nécessaires à son extension.

Fait à Cahors, le 6 juillet 2023.

(Suivent les signatures.)